

**Union européenne -
Bosnie-Herzégovine - Déclaration de
la haute représentante, au nom de
l'Union européenne - Communiqué
de presse du conseil de l'Union
européenne**
(Bruxelles, 12 mai 2017)

Le 29 mars 2017, le conseil a adopté la décision (PESC) 2017/607 (parue au Journal officiel de l'Union européenne, JO L 84 du 30.3.2017, p. 6). La décision du conseil proroge les mesures restrictives existantes jusqu'au 31 mars 2018. Les mesures en question consistent en un gel des avoirs et des interdictions de voyager à l'encontre de personnes et d'entités dont les activités portent atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'ordre constitutionnel et à la personnalité internationale de la Bosnie-Herzégovine, compromettent gravement la situation en matière de sécurité en Bosnie-Herzégovine ou nuisent à l'application de l'accord-cadre général pour la paix de Dayton/Paris et de ses annexes.

Les pays candidats à l'adhésion que sont la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro* et l'Albanie*, ainsi que l'Islande et le Liechtenstein, pays de l'AELE qui font partie de l'Espace économique européen, l'Ukraine et la Géorgie s'alignent sur cette décision du Conseil.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du Conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

* L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.